

TOGO – Niveau 2

Le Togo est un pays source et de transit pour les hommes, les femmes et les enfants soumis au travail forcé et à la traite sexuelle. La majorité des victimes togolaises sont exploitées à l'intérieur du pays. Le travail forcé des enfants intervient dans le secteur agricole -notamment sur les plantations de café, cacao, de coton -ainsi que dans les carrières et exploitations de sable. Les enfants des zones rurales sont amenés à la capitale, Lomé, et forcés de travailler comme domestiques, vendeurs en bordure de route, et porteurs, ou exploités dans la prostitution. La frontière ouest de la région des Plateaux, qui offre un accès facile aux principales routes menant à Accra, au Ghana, et à Lomé, était une source principale de victimes de la traite au cours de la période considérée.

Près de la frontière Togo-Burkina Faso, certains enseignants religieux, appelés marabouts, contraignent des garçons togolais à la mendicité. Des enfants provenant du Bénin et du Ghana sont recrutés et envoyés au Togo pour le travail forcé. Les filles togolaises et, dans une moindre mesure, les garçons sont transportés vers le Bénin, le Gabon, le Nigeria, le Ghana, la Côte d'Ivoire et la République démocratique du Congo, où ils sont forcés à travailler dans l'agriculture. Les trafiquants contraignent les hommes togolais au travail forcé dans le secteur agricole et les femmes togolaises sont recrutées comme domestiques au Nigeria. Les femmes togolaises sont frauduleusement recrutées pour travailler en Arabie Saoudite, au Liban, aux Etats-Unis, et en Europe, où elles sont ensuite soumises à la servitude domestique ou à la prostitution forcée.

Le gouvernement du Togo ne se conforme pas pleinement aux normes minimales pour l'élimination de la traite des personnes. Cependant, il fait des efforts significatifs pour y parvenir. Le gouvernement a enregistré un nombre croissant d'enquêtes, de poursuites, et de condamnations de trafiquants pour crimes de traite d'enfants en 2014 par rapport à la période précédente. Le nombre des inspecteurs du travail a également augmenté de cinq. Le gouvernement a identifié 711 victimes potentielles de la traite des enfants. Cependant, il n'y a pas d'évidence que des soins ont été prodigués à ces victimes. Le gouvernement n'a pas fait preuve d'efforts concrets dans la lutte contre la traite des adultes ; il n'a fait aucun effort

pour enquêter de tels cas, identifier ou aider les victimes adultes, ou pour promulguer un projet de loi qui interdise cette forme de crime pour la huitième année consécutive.

RECOMMANDATIONS POUR LE TOGO

Promulguer le projet de loi interdisant le travail forcé et la prostitution forcée des adultes; redoubler d'efforts dans la poursuite et la sanction des auteurs de la traite des personnes, notamment à travers l'utilisation des lois existantes pour poursuivre les crimes de traite des adultes; développer un système formel pour identifier de manière proactive les victimes de la traite, y compris les adultes ; et former les agents des forces de l'ordre, de l'immigration, et de la protection sociale sur ces procédures ; faire un suivi efficace du nombre de victimes de la traite qui reçoivent des prises en charge du gouvernement, celles qui sont dirigées vers des ONG, ou retournées à leurs familles; développer un système pour permettre aux forces de l'ordre et aux autorités judiciaires de suivre les cas suspects de traite des personnes et les données sur les poursuites; allouer des fonds suffisants pour faire fonctionner les centres de Tokoin et d'Oasis; et redoubler d'efforts pour sensibiliser le public sur les dangers de la traite des personnes, y compris la traite des adultes.

POURSUITES

Le gouvernement a redoublé d'efforts dans l'application de la loi contre la traite des enfants, mais n'a pas démontré des efforts concrets pour lutter contre la traite des adultes. La loi togolaise n'interdit pas toutes les formes de traite ou ne pénalise pas le trafic sexuel des adultes. L'article 4 du code du travail de 2006 interdit le travail forcé et obligatoire ; cependant les sanctions encourues pour de tels crimes allant de trois à six mois d'emprisonnement ne sont pas suffisamment rigoureuses, mais aussi la définition du travail forcé ou obligatoire renferme quelques exceptions que constitue la traite. Le code de l'enfant de 2007 interdit toutes les formes de traite des enfants et prévoit des peines d'emprisonnement de deux à cinq ans, qui sont suffisamment sévères, mais pas en rapport avec celles prévues pour d'autres crimes graves, comme le viol. La loi de 2005 relative à la contrebande d'enfants prévoit des peines d'emprisonnement de trois mois à 10 ans pour

enlèvement, transport, ou de réception des enfants à des fins d'exploitation. Depuis huit ans que le Rapport TIP ne cesse de recommander l'adoption d'une loi pénalisant la traite des adultes, le gouvernement n'a pas pris de mesures au cours de la période sous revue pour adopter son projet de loi, qui est resté en suspens depuis 2009. Le gouvernement a enregistré 103 enquêtes, 76 poursuites et 54 condamnations des trafiquants de la traite des personnes, soit une augmentation par rapport aux 85 enquêtes, 62 poursuites et 40 condamnations en 2013. Nul ne sait combien parmi ces cas étaient effectivement condamnés pour trafic humain, puisque le gouvernement n'avait pas pu fournir les détails de ces cas. Le gouvernement n'a fourni aucune formation sur la traite des personnes à ses agents des forces de l'ordre. Il n'a signalé aucune enquête, poursuite ou condamnation de responsables gouvernementaux complices de délits de traite des personnes. Selon les experts, les juges étaient souvent réticents à condamner ou faire payer des amendes aux parents qui soumettent leurs enfants à la traite car ils estimaient que cela aggraverait la situation économique qui a conduit le parent à commettre un tel crime.

PROTECTION

Le gouvernement a aménagé des efforts pour fournir une protection modeste aux victimes de la traite des enfants. En 2014, le gouvernement a annoncé l'identification de 712 victimes potentielles de la traite des enfants, y compris 351 garçons et 361 filles, contre 580 identifiés en 2013. La majorité de ces enfants ont été interceptés et sauvés avant d'atteindre leur destination, où ils auraient probablement été exploités comme ouvriers agricoles ou domestiques. Le gouvernement n'a pas indiqué le nombre d'enfants qui ont été conduits aux centres de prise en charge. Parmi les victimes, 281 provenaient d'Anié, une préfecture dans la région des Plateaux. Le gouvernement n'a pas identifié d'adultes victimes de la traite.

A Lomé, le Ministère des affaires sociales (MAS) a continué à opérer un service d'assistance téléphonique gratuit de 24 heures « Allo 10-11 », qui a reçu un nombre inconnu d'appels concernant la traite des enfants et d'autres formes de maltraitance des enfants. La Commission nationale d'accueil et de réinsertion

sociale des enfants victimes de traite (CNARSEVT), un organe national de lutte contre la traite au Togo regroupant des représentants gouvernementaux et des ONG continue d'opérer conjointement avec la police un système d'orientation-recours ad hoc en vue de répondre aux demandes formulées lors de l'assistance. Le MAS a continué à opérer deux centres d'accueils : le Centre communautaire de Tokoin a servi d'abri intermédiaire pour les enfants victimes avant d'être transférés vers un établissement de soins géré par des ONG, tandis que le Centre Oasis a fourni des abris, des services juridiques, médicaux, et sociaux aux enfants victimes jusqu'à l'âge de 14. Le gouvernement a été incapable de fournir le budget total pour assurer une assistance et protection aux victimes.

La CNARSEVT n'a pas de procédures en place pour faciliter le retour et la réinsertion des ressortissants togolais de façon systématique. Le gouvernement n'a pas offert un statut de résidence temporaire ou permanent aux victimes ressortissants étrangers faisant face à des difficultés ou des représailles en attendant leur retour dans leur pays d'origine. Le gouvernement ne dispose pas d'un processus formel pour encourager les victimes à participer à l'enquête et à la poursuite des trafiquants ; et il est difficile de déterminer si toutes les victimes l'ont fait au cours de la période considérée. On n'a pas signalé d'enfants victimes ayant été condamnés pour des actes illégaux commis comme une conséquence directe de la traite. Le gouvernement ne considère pas les adultes comme victimes de traite et, par conséquent, certaines victimes adultes non identifiées auraient été pénalisées pour de tels crimes

PREVENTION

Le gouvernement a déployé un minimum d'efforts pour prévenir la traite des enfants au cours de l'année et n'a pas démontré d'efforts perceptibles pour prévenir la traite des adultes. Le gouvernement employait 86 inspecteurs du travail dans les cinq régions du Togo au cours de la période considérée, soit une augmentation de cinq inspecteurs par rapport à l'année précédente. Le gouvernement a réduit la demande de travail forcé grâce à l'interdiction et la fermeture des carrières de sable et de roche sans permis d'autorisation, qui exploitaient souvent les enfants. En outre, le MAS a lancé un programme en partenariat avec 30 chefs religieux traditionnels pour éliminer la pratique d'apprentissage religieux, à travers laquelle

les enfants sont confiés à des chefs religieux et sont ensuite forcés dans la mendicité, le travail domestique forcé, l'esclavage sexuel ou lorsque les parents sont incapables de payer les frais de scolarité. Bien que le gouvernement ait publié un rapport sur l'exploitation sexuelle commerciale au Togo en 2013, il n'a pas pris de mesures perceptibles pour réduire demande relative au commerce du sexe. Le gouvernement a fourni une formation sur la lutte contre la traite aux troupes togolaises avant leur déploiement à l'étranger dans des missions internationales de maintien de la paix. Le gouvernement n'a pas fourni de formation ou des orientations sur la lutte contre la traite pour son personnel diplomatique.